

Cession de parts sociales de SARL : notification impérative aux associés et à la société !



© 2021 Les Echos Publishing

Dans une SARL, les cessions de parts sociales ne peuvent consenties à des tiers (c'est-à-dire à des personnes autres que les associés, leurs conjoints, leurs ascendants ou leurs descendants) qu'avec le consentement des associés.

En pratique, le projet de cession doit être notifié, par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société et à chacun des associés. L'autorisation de la cession (on parle d'agrément) devant être donnée par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, sauf si les statuts prévoient une majorité plus forte.

Et attention, en raison de son caractère impératif, ce formalisme de la notification doit être scrupuleusement respecté. Car une cession qui serait opérée sans que le projet ait été préalablement notifié à la société et aux associés encourrait la nullité. Une nullité qui peut être prononcée même en cas de ratification implicite de la cession ou d'accomplissement d'une formalité équivalente.

Ainsi, dans une affaire récente, les juges ont annulé une cession de parts sociales de SARL opérée au profit d'un tiers

au motif que le projet de cession n'avait pas été notifié à la société et aux associés, et ce quand bien même ces derniers avaient approuvé ce projet à l'unanimité lors d'une assemblée générale à laquelle ils avaient été convoqués à cette fin.

[Cassation commerciale, 14 avril 2021, n° 19-16468](#)

© 2021 Les Echos Publishing